085238/EU XXIV. GP
Eingelangt am 18/06/12

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 18 juin 2012

11547/12

PE 284
RELEX 562
COHOM 158
COMEP 21
ONU 84
EG 4
IRAN 1
PESC 776
CONUN 90

NOTE

du:	Secrétariat Général du Conseil
aux:	Délégations
Objet:	**Session plénière du Parlement européen, tenue à Strasbourg 12 juin 2012** **Récentes évolutions au Moyen-Orient, notamment la situation en Syrie** **-** Déclaration de la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

La Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR) Mme Ashton a rappelé la nécessité de stopper les massacres actuels en Syrie perpétrés par l'armée contre les civils et de juger les responsables. Elle a émis des craintes de contagion au Liban et a rappelé que le Président al-Assad n'a pas sa place dans la future Syrie. Elle a reconnu la difficulté de mettre en œuvre le plan Annan mais a maintenu que celui-ci demeurait la meilleure solution. Elle a insisté sur la nécessité d'isoler le régime du Président al-Assad, en particulier en tentant de convaincre la Russie et la Chine.

Selon elle, les trois priorités du moment sont :

- établir des contacts plus efficaces impliquant les Russes et les Chinois ;
- une action unifiée du Conseil de sécurité de l'ONU pour rendre d'éventuelles actions plus efficaces ;
- parvenir à un consensus international sur un changement en Syrie basé sur un processus politique et de transition.

Elle a également souligné la nécessité d'une unité de l'opposition syrienne et l'importance de la mise en œuvre du plan humanitaire par le gouvernement syrien.

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, elle a insisté sur le fait que les négociations de paix devaient être reprises et ce, sérieusement. Elle s'est prononcée en faveur de la solution de deux Etats tout en mettant en garde contre les nouvelles colonies implantées récemment par Israël et a rappelé que les points de passages humanitaires pour Gaza devaient rester ouverts.

Les députés s'exprimant au nom des groupes politiques :

M. Salafranca Sánchez-Neyra (PPE, ES) a fait part du sentiment d'indignation, de frustration et d'impuissance qui saisit tous les témoins de la violence et de la dégradation de la situation humanitaire en Syrie, en particulier le traitement réservé aux femmes et aux enfants pris en otages du conflit. Il a estimé que le plan Annan était un échec et que l'UE se devait de présenter des propositions de sortie de crise compte tenu de l'échec des solutions promues jusqu'à présent. Il a préconisé de prévoir des solutions politiques de transfert de pouvoir à moyen terme et estimé que cela ne pourrait se faire que difficilement sans la présence de troupes militaires sur place.

Mme De Keyser (S&D, BE) a rejoint l'orateur précédent concernant le sentiment de frustration et d'impuissance, tout en estimant qu'une solution militaire n'était pas la bonne, sauf à prévoir un autre mandat international, compte tenu du contexte régional et du rôle de l'Iran, et du risque de déstabilisation des pays limitrophes, notamment le Liban. Elle a reconnu que la Communauté internationale était face à un dilemme et devait se contenter pour l'instant de renforcer les pressions politiques et d'œuvrer pour un succès du plan Annan, sur lequel elle a rejoint les propos du HR. Elle a souligné le risque de voir se développer un guerre de proximité et confessionnelle en Syrie et dans la région et a fait noter que le Président Assad continuait dans ce contexte d'avoir le soutien d'une majorité de sa population.

Mme Neyts-Uyttebroeck (ALDE, BE) a rejoint ses collègues pour faire part de son horreur et de son indignation. Elle a indiqué que son groupe n'avait pas une position unifiée sur la conduite à tenir face à cette situation, les uns préconisant une intervention militaire, les autres y étant opposés. Elle a salué les initiatives positives prises par la HR. S'agissant du printemps arabe, elle a souligné que chaque pays était un cas particulier et présentait des caractéristiques différentes. Elle a mis en garde contre un pessimisme exagéré et estimé que les processus électoraux dans les différents pays concernés s'étaient globalement bien déroulés et que les peuples de ces pays devaient recevoir le soutien de l'UE dans leur démarche. Concernant le processus de paix au Proche-Orient, elle a indiqué que son groupe était tout autant attaché à la sécurité d'Israël qu'à une solution impliquant deux Etats, israélien et palestinien, vivant côte à côte.

Mme Brantner (Verts/ALE, DE) a jugée désespérante la situation en Syrie et abjecte la façon dont le Président Assad traite son peuple et en particulier les enfants. Elle a suggéré que l'Iran fasse partie du groupe de contact compte tenu de son rôle dans une solution à trouver et s'est demandée quel prix l'UE serait prête à payer pour monnayer le soutien de la Russie. Elle a énoncé les conditions dans lesquelles une opération de maintien de la paix pourrait être menée.

M. Tannock (ECR, UK) a condamné les atrocités commises par le régime syrien, regretté l'échec du plan Annan, appelé la Russie à lever son véto et à s'engager pour une solution et estimé que, si la Russie s'engageait, la Chine suivrait le mouvement. Il s'est dit en faveur d'un embargo sur les armes et de l'adoption d'une nouvelle résolution des Nations-Unies. Il a souligné le rôle clé de la Turquie et estimé à l'inverse que l'Iran, qui soutiendrait jusqu'au bout le régime Assad, n'avait pas sa place dans le groupe de contact.

M. Belder (EFD, NL) s'est référé de son côté aux rebelles salafistes armés qui ont pris le contrôle de plusieurs villes et a mis en garde contre le risque de génocide des trois millions de personnes composant la minorité alaouite en Syrie en cas d'effondrement du régime du Président al-Assad, et aux persécutions subies par les populations chrétiennes.

M. Mölzer, NI, AT a évoqué le risque de formation d'un Etat islamiste en Syrie après le départ d'Assad, aux tensions interreligieuses dans le pays et aux risques d'enlisement d'une opération militaire dans un conflit dans lequel il n'existe pas de front clair entre les défenseurs du régime Assad et les rebelles.

Dans leurs interventions à titre individuel

Concernant la Syrie, les députés ont:

- critiqué l'impuissance de la communauté internationale en Syrie (Essayah, PPE, FI) et regretté que le plan Annan soit un échec (Millán Mon, PPE, ES, Dodds, NI, UK) tandis que d'autres (Triantaphyllides, Korkhola (PPE, FI) et Arlacchi (S&D, IT) se sont dits favorables au plan Annan, et tenus la Chine et la Russie coresponsables de l'échec du plan Annan par le fait qu'ils vendent des armes à la Syrie (Gomes (S&D, PT). Mme Saïfi (PPE, FR) a souligné que la Russie soutenait le régime du Président al-Assad en raison d'intérêts économiques sollicité des pressions sur la Chine, la Russie et la Jordanie pour éviter toute instabilité dans la région (Essayah, PPE, FI), et demandé à l'UE d'envisager des sanctions économiques contre la Russie (Saïfi, PPE, FR). Mme Muñiz De Urquiza (S&D, ES) a proposé de faire pression directement sur l'agence russe d'exportation d'armement car celle-ci exporte vers la Syrie, l'Inde et la Chine.
- demandé à l'UE de réfléchir aux diverses options possibles (Mme Ojuland, ALDE, EE) et d'agir concrètement (Panzeri, S&D, IT et Thun und Hohenstein, PPE, PL), le cas échéant, par le biais d'une intervention militaire (Flautre, Verts/ALE, FR) ou d'une force internationale d'interposition en Syrie (Ries, ALDE, BE) et demandé que des troupes soient envoyées sur le terrain (M. Watson, ALDE, UK);
- estimé que le Président al-Assad, qui était un dictateur et un criminel de guerre, devait à ce titre être jugé devant la Cour pénale internationale (Kamiński, ECR, PL, Kreissl-Dörfler, S&D, DE).
- condamné le double jeu du Qatar et de l'Arabie Saoudite qui soutiennent financièrement le régime du Président Assad et veulent promouvoir un Etat islamiste (Brok, PPE, DE);
- critiqué l'ingérence des USA qui financent des groupes armés en Syrie afin de déstabiliser le régime en place (Zuber (GUE/NGL, PT)
- suggéré plus de coopération avec la Ligue arabe (Kolarska-Bobińska (PPE, PL).

Concernant le conflit israélo-palestinien, les députés :

- se sont dits favorables à la solution de deux Etats (Triantaphyllides (GUE/NGL, CY), Costello (S&D, IE), Bozkurt (S&D, NL), Ludford (ALDE, UK) et Băsescu;
- appelé à plus de fermeté de l'UE vis-à-vis d'Israël (Neuser, S&D, DE) et estimé que l'UE ne devait pas ratifier d'accord avec Israël tant que ce pays ne respectait pas ses engagements et poursuivait ses implantation de nouvelles colonies (Thein, ALDE, DE)

- suggéré de retenir la proposition de la Ligue arabe visant à transformer le Quartet en Quintet (Brepoels, Verts/ALE, BE), afin d'assurer la participation des pays arabes au Quartet (Atkins, ECR, UK) .
- suggéré de mieux encourager le dialogue et le respect entre Israéliens et Palestiniens et ne pas simplement jouer le rôle d'un bailleur de fonds (Obermayr, NI, AT).

Les députés ont également évoqué la situation en Egypte (Millán Mon, PPE, ES, El Khadraoui, S&D, BE) où les électeurs doivent choisir entre deux candidats situés aux extrêmes l'un de l'autre (les islamistes ou les anciens pro-Moubarak).

La HR Mme Ashton a assuré que l'UE travaillait à un cessez-le-feu en Syrie de même qu'à de futures élections libres. Pour ce qui est des sanctions, l'Union examine des moyens de pressions économiques sur le régime du Président al-Assad. Elle dialogue avec tous les groupes de l'opposition syrienne et soutient les initiatives de la Ligue arabe et de la Turquie. Mme Ashton a déclaré qu'elle continuerait à soutenir M. Annan tant que son mandat serait en vigueur. Elle a, par ailleurs, annoncé que ce dernier souhaitait créer un groupe de contact (comprenant, à ce stade, l'UE et la Russie) pour trouver une solution au conflit. Elle a recommandé, à ce stade, l'usage de pressions sur le régime en place. Elle a, par ailleurs, affirmé essayer d'obtenir l'appui de la Russie.

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, elle a confirmé que malgré le fait que la Ligue arabe n'était pas membre du Quartet, des contacts avaient néanmoins eu lieu. Elle a également condamné les détentions administratives en Israël et a réaffirmé la volonté de l'UE d'œuvrer pour une solution à deux Etats.

Le Président a clôturé le débat et a annoncé que le vote aurait lieu lors de la prochaine session.

Speech on the latest developments in the Middle East & Syria by the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy Catherine Ashton
Strasbourg, 12 June 2012

"Honourable Members of the European Parliament,

We are all appalled by the sickening violence we continue to witness in Syria. Security forces and militias have bombarded cities with no regard for civilians. There have been massacres and pointblank killings. We have seen it last week in a village near Hama, and the week before in Houla, where security forces and militias killed men, women and children. Those responsible for these crimes must ultimately be held to account and we must do everything to stop the bloodshed.

We are at a critical moment. The situation is deteriorating day by day as the regime's behaviour reinforces the most radical elements on all sides. And yet, most ordinary Syrians long for a transition that avoids bloodshed and keeps the country together – respecting minorities. If the descent into further militarization continues, it will not only spell disaster for the people of Syria, but also the broader region, including Lebanon, where developments are extremely worrying. As I discussed with Kofi Annan – over recent weeks and again on Friday – we must spare no effort to avoid a catastrophe. Assad has no place in the future of Syria. His regime fails to comply with its own commitments and everyday underlines its lack of legitimacy. The implementation of Annan's plan is not easy and some have questioned its viability. Yet, despite all the challenges, it remains today the best way forward.

We must act decisively to prevent further bloodshed while avoiding fuelling the flames of sectarian violence.

The only way forward now is to reinforce Kofi Annan's leverage with the Syrian Regime and make his Mission more effective. No other option has been able to gather any kind of international support. Kofi Annan – to whom I pay tribute for his extraordinary efforts in exceedingly difficult conditions – has the support and legitimacy of the international community (UN) and the Arab League.

As SG Ban-Ki Moon told the General Assembly on Thursday: the Annan plan must remain the centre piece of our efforts. But that alone is not enough. We need to do much more to further isolate the regime, build real and operational international consensus, strengthen international sanctions and press the government towards compliance and transition. As Kofi Annan himself has made very clear, all concerned, and in particular the Members of the UN Security Council and those who have influence on the Regime, Russia and China in particular, must unite and apply more effective pressure to find a solution.

That is why we need to agree on a roadmap that reinforces Annan and his plan. This should involve 3 key priorities: 1) a more effective contact group, including Russia and China, to coordinate support to Annan and exert influence on the Regime. I therefore welcome the idea of a "Contact group" of key actors on the Syrian crisis as announced by Kofi Annan last Thursday in the UNSC. The international community must show unity in this critical moment. 2) united action by the UNSC to add more robust and effective pressure, including the reinforcement of sanctions under Chapter VII; and 3) international consensus around a political process and transition. With these priorities in mind, I have engaged with Kofi Annan and other leaders to seek a new consensus, including in Istanbul last week, where I attended a special meeting on Syria and at the recent EU-Russia Summit.

Work on the political process can not wait. It is crucial for the credibility of the international efforts and to show the Syrian people that there is a path leading to a better rather than a more fragmented Syria. But for this to happen, the opposition must finally come together and put its differences aside – new leadership is not enough. A stronger and more united opposition that represents a credible alternative for all Syrians is essential. We discussed on going efforts with Turkey and we are coordinating closely with the Arab League. We continue to meet the different factions and groups in the opposition. Now we are working on two seminars that will feed into the Arab League plans to organize a larger meeting.

In addition to our sanctions, diplomatic efforts, and support to the UNSMIS Mission which are highly appreciated by the UN, humanitarian assistance remains the top priority for the EU. Innocent civilians and children are paying the consequences of this crisis. I am working closely with Kristalina Georgieva to use all the tools and instruments to deliver our assistance.

The EU has already allocated over € 28 M to address the humanitarian needs inside Syria and in neighbouring countries. Now the Syrian Government must implement the agreed comprehensive humanitarian response plan without excuses and delays.

Last week the Commission approved the 23 million EUR special measure - that I had previously announced in this plenary - to support civil society within Syria and neighbouring countries hosting Syrian refugees.

During my visit to Istanbul last week, my Crisis Coordinator engaged with the Turkish authorities and visited the Camps at the border. I offered any further help Turkey may need. Turkey is doing a truly great job in dealing with Syrian refugees and they can count on our support. We will continue to call for accountability and support UN efforts in this regard. This is something we owe to the victims. The UN is investigating the latest massacres and the Human Rights Council – with our full support - is setting up a Committee of Investigation. While some Member states have decided to withdraw and expel Ambassadors, our Delegation in Damascus will remain open for as long as possible. This has been the request of many of you and, most importantly, of Syrians themselves. They are our ears, eyes and hands to help are needed there.

On the MEPP our objective remains the same. I have been very clear from the beginning of the Arab Awakening that developments in the region make the peace process and a negotiated solution even more urgent and important, not less. While we are all paying a lot of attention to the situation in Syria, Egypt and elsewhere, ending the conflict remains a top priority and a fundamental EU interest.

The EU and the Quartet continue efforts to facilitate contacts between the parties, to resume direct and substantive talks, in line with Quartet statements of 23 Sept and 11 April. I would like to thank Jordan and in particular King Abdullah II and Minister of Foreign Affairs Judeh, for their good offices in fostering the conditions for the resumption of direct and substantive negotiations. The EU is committed to do everything possible to facilitate the process and the 14 May FAC conclusions demonstrated the strong and principled position of the EU. I have welcomed the recent exchange of letters between the parties and PM Netanyahu's statement that the new Israeli government will try to advance "a responsible peace process". We want the parties to build on positive exchanges to resume direct talks.

The EU remains unequivocally committed to the security of Israel, including with regard to vital threats in the region. We condemn all forms of violence against civilians, including rocket attacks from Gaza.

But the truth is that while the MEPP is not making the progress we all want the prospects for a two-state solution are being undermined by developments on the ground. Proposals for new settlements around East Jerusalem, the lack of Palestinian involvement in area C, the growth of settlements in the West Bank, settler violence and the financial situation of the Palestinian Authority all threaten the viability of a two state solution. EU Foreign Ministers at the last FAC expressed a clear and strong consensual position in our Conclusions, forging a common EU approach to developments on the ground. This was an important step forward. Insisting on the need to respect international and humanitarian law is absolutely consistent with our friendship with Israel.

Settlements remain the key and most serious concern. Only last week I deplored the Israeli Government plans to build over 800 additional settlement housing units. Settlement expansion must be condemned as they are illegal under international law and put current peace efforts at risk. I want to reiterate my call on the Israeli Government to exercise the highest sense of responsibility by reversing these decisions, in full respect of international law. The EU will not recognise any changes to the pre-1967 lines, including with regard to Jerusalem, unless they are agreed by both parties. Plans for major settlement expansion around the city's southern flank risk cementing this and the prospect of Jerusalem as future capital of two states is further undermined.
As regards settlement products, EU Foreign Ministers underlined the need to work with the Commission to ensure EU legislation is implemented effectively and with as much transparency as possible.

The EU will follow up on the Council Conclusions, also seeking progress with regard to Area C for the benefit of the Palestinian population, a pressing issue that was the focus of our discussions at the last Ad Hoc Liaison Committee I hosted in Brussels. Let me be clear: development of Area C is critical to the viability of a future Palestinian state. Israel needs to help and facilitate this with concrete and pragmatic steps. We are also seriously concerned by recent and increasing incidents of settler violence which we all condemn.

The precarious state of the PA finances is an issue I have been engaged with from the beginning, working closely with Norwegian FM Store. I want to thank again the EP for its principled and constructive position with regard to the EU's Budget as I continue to urge countries in the region and others to share the burden and increase their support.

One last word on the humanitarian front. The most pressing situation is in Gaza, we cannot forget Gaza. I have visited three times since taking office and my message and our support are clear: all crossings into Gaza Strip must be opened as the best way of improving Gazans well being. Goods and people must move freely. On the political front I want to recognise signs of more concrete progress on reconciliation behind President Abbas.

I also want to stress once again that the EU's involvement in the region is also defined by its commitment to human rights which must be respected by both parties. The EU will continue to address these issues in the context of our bilateral relations, at all levels. I have been concerned recently at reports of PA restrictions on freedom of speech and have urged both sides to deal effectively with acts of incitement. The extensive use of administrative detention is a key concern we raise at every opportunity.

Let me finish by reiterating our stated policy: a negotiated two-state solution. A "one-state outcome" can not be the solution. PM Netanyahu reiterated last week his support for a 2 state solution. And I hope we see those strong words of his supported by action from both to move forward to a negotiated settlement for the people of Israel and the people of PA."